

Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 12 (1924)

Heft: 190

Artikel: Les femmes et la chose publique : chronique parlementaire fédérale

Autor: Leuch-Reineck, A.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-258219>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

de la participation féminine à l'économie nationale. Les femmes sont naturellement surtout nombreuses dans toutes les professions de l'habillement, mais encore dans celles de l'alimentation (35 %), du caoutchouc et du papier (44 %), du livre (40 %), dans l'industrie textile (61 %), dans l'industrie chimique (19 %), etc., etc.

Où nous en sommes

Déficit d'abonnements au 30 mai 1924	39
Par M. A. T. (Vevey)	5
Frauenrestaurant Berne	2
Par Mlle Z. (Aigle)	2
Par Mlle Ch. (Genève)	1
Par Mlle L. D. (Lausanne)	1
Déficit sur l'an dernier	28

Les femmes et la chose publique

Chronique parlementaire fédérale

Le rapport de gestion des Départements fédéraux a fourni la grosse part de travail de la session ordinaire du mois de juin. Mais comme le rapport imprimé compte plus de 1000 pages, les Chambres devront encore se réunir en session extraordinaire au mois d'octobre pour finir de le discuter. C'est spécialement la foule agitée du Conseil National, où pleuvent les motions et les interpellations, qui n'arrive jamais au bout de son programme, malgré de nombreuses séances de relevée.

Dans la séance d'ouverture, les présidents ont rappelé la mémoire de deux députés décédés : du Dr Ming, d'Obwalden, une véritable figure historique au Palais et de M. Stoll, le regretté secrétaire de l'Association des employés suisses. M. Hauser, juge fédéral, décédé lui aussi, a été remplacé pendant la session par M. Brodtbeck, avocat socialiste de Bâle.

C'est M. Perrier de Fribourg qui présente le rapport sur l'activité du Département politique. Il fait l'éloge de notre corps diplomatique, de nos bons rapports internationaux, et conclut en affirmant qu'une forte armée est la meilleure garantie de notre situation politique. Sa remarque est significative comme symptôme d'un militarisme mal compris, qui met « le droit du plus fort » au-dessus du « droit » tout court : aussi M. Graber

réplique, estimant qu'un traité d'arbitrage avec la France et l'Angleterre seraient bien préférables à une grande armée ! M. Reinhard, socialiste bernois, réclame, comme l'a fait M. de Rabours il y a deux ans, la création d'une commission parlementaire des affaires étrangères. Sans la refuser, dans sa réponse M. Motta ne semble pas pressé de donner suite à ce vœu : il y a des pourparlers diplomatiques où le Conseil fédéral doit pouvoir agir rapidement, sans consulter préalablement une commission et il est des affaires qu'une divulgation prématurée compromettrait gravement. M. Graber met encore en garde contre des groupements fascistes qui se sont constitués en Suisse, même à Berne ; M. Huber de St-Gall recommande la reprise des relations économiques avec la Russie pour lesquelles d'autres puissances nous ont donné l'exemple, et le chef du Département répond à tous avec une prudence extrême ; il se loue des relations cordiales que nous entretenons avec tous nos voisins et tient avant tout à conserver cet équilibre péniblement acquis. Il espère que le nuage à l'ouest de notre horizon, l'affaire des zones, se dissipera sans éclat. A la fin le rapport est adopté, sans opposition.

Au chapitre de l'économie publique, M. Schulthess est de son côté assailli de propositions et de questions. M. Klöti, ancien président de la Chambre, s'informe en particulier du sort de l'initiative Rothenberger, qui devait fournir la base financière aux assurances sociales. Dans sa réponse, M. Schulthess a fixé plusieurs points intéressants. L'initiative Rothenberger ne pourra être votée que lorsque le plan fiscal des assurances sera définitif. Tout le projet a été réduit à une forme bien modeste. Faisant abstraction de l'assurance-invalidité, on s'en tiendra pour le moment à l'assurance-vieillesse et survivants. Tous les hommes payeront leur prime d'assurance de 20 à 65 ans, *ainsi que les femmes qui exercent une profession*. Ces assurés auront droit à une rente de 400 francs, à partir de leur 65^{me} année, et à une rente pour leurs survivants, les veuves en particulier. On évalue de 20 à 30 millions la dépense annuelle pour la Confédération. Le monopole de l'alcool appliqué à toutes les boissons distillées devra en couvrir une grande part, pourvu que le peuple se montre plus compréhensif que le 3 juin 1923 quand un nouveau projet lui sera soumis prochainement.

« intéressant, j'ai accepté de tenir la caisse à midi et le soir dans le restaurant où je prends mes repas ; grâce à ce travail, je me nourris sans bourse délier et l'argent économisé va grossir le fonds d'achat de mes chers livres. Malheureusement, c'est aussi la vie chère pour les bibliophiles ; depuis le mois de janvier, les prix ont augmenté, presque doublé. Ce que je peux m'acharner à ma recherche des vieux livres ! Je vois tous les vendeurs de livres anciens, je cours tout Paris, je trouve parfois des choses de grande valeur. Mes livres, je les adore, mais je tâche de ne pas être égoïste. Plus de prêt à domicile, — j'ai fait mes petites expériences, plutôt fâcheuses, — mais on peut les consulter chez moi. Des avis dans les journaux ont renseigné ceux que ma bibliothèque peut intéresser ; elle n'est ouverte au public que depuis cinq mois ; des écrivains, des journalistes et des conférenciers ont déjà profité de mes documents. La consultation peut se faire tous les jours, sauf le dimanche, de 18 heures 15 à 21 heures 30. Elle est gratuite. Mais il est demandé à chaque bénéficiaire un exemplaire ou deux de ses travaux.

« Voyez ces paperasses, ces journaux, la plupart contemporains, d'autres plus anciens, très difficiles à retrouver, *l'Opinion des Femmes*, journal de l'an 1849, par exemple ; voyez cette collection d'Actes de Congrès féminins depuis 1876, et ces thèses, écrites soit par des femmes, soit par des hommes, sur des questions féminines. Ce n'est pas trop de toute cette documentation pour me permettre de répondre aux questions que me posent mes correspondants de la province. De plus, j'ai accepté de donner les renseignements bibliographiques que demandent les abonnés de la

« *Revue féministe du Sud-Ouest*. Vous pouvez voir dans ces numéros de la *Revue* quelques-unes des questions qui me sont posées :

- « 1. Quels ouvrages faut-il consulter pour étudier la situation de la femme musulmane dans le passé ?
- « 2. Quelle est la traduction la plus recommandable du Coran ?
- « Quelle documentation existe sur la femme au moyen-âge dans sa vie de famille et dans la régie de ses biens ?
- « Quelle est la légende de la dentelle au point d'Alençon ?
- « 5. Quel est l'auteur qui a le mieux traité la légende de Griselidis ?

« Voici mes réponses. Rien que pour la 1^{re} question je donne une liste de 20 ouvrages ; les livres marqués d'une astérisque peuvent être consultés chez moi ; les autres, je ne les possède pas. »

Les heures passent vite dans la compagnie exquise des livres et de leur amie passionnée. Il faut s'arracher au charme de la bibliothèque accueillante, où ne pénètre qu'assourdi le bruit de la grande ville, où tout évoque les joies de l'esprit, où règne le Livre, l'ami de toutes les heures et de toute la vie, le seul ami qui donne plus qu'on ne lui demande.

Combien votre œuvre est utile et bonne, petite bibliothécaire parisienne, qui donnez l'effort de vos belles années à votre chère bibliothèque ! Reconnaissante pour les instants charmants que je dois à votre grande passion, je supplie les dieux de vous faciliter la trouvaille à prix doux des plus précieux vieux bouquins aux reliures émouvantes.

JEANNE VUILLIOMENET.

Tout en nous réjouissant de voir que ce projet des assurances sociales est arrivé à des propositions tangibles, nous regrettons que les femmes sans gain personnel en soient exclues. A côté des veuves assurées par leur mari défunt et des femmes assurées pour leur propre compte parce qu'elles gagnent leur vie au dehors, il restera bien des femmes âgées qui ne toucheront rien, même si elles ont employé leur vie à collaborer aux travaux de leur famille. Puis il y aura les mères de familles, usées par le travail aussi bien que les femmes qui ont exercé une profession rétribuée, et qui devront partager avec leur mari cette maigre rente de 400 francs quand tous deux auront dépassé 65 ans. Il ne s'est trouvé personne pour mettre en discussion ce point fâcheux du projet, Mais on nous affirme — et trop souvent nous le croyons — que les intérêts des femmes sont entièrement sauvegardés par la représentation masculine!

La Société d'Utilité publique des Femmes suisses, siégeant à Bâle en assemblée générale, a télégraphié à l'Assemblée fédérale une résolution qui exprime la satisfaction de cette grande association de femmes d'apprendre que le projet des assurances sociales sera prochainement soumis à la discussion des Chambres.

M. Bopp demande que l'on autorise l'entrée en Suisse des ouvriers allemands pour les travaux agricoles, de même que l'on autorise celle des domestiques étrangères là où il en manque. La motion est adoptée par 53 voix contre 30. Nous sommes étonnées que M. Schulthess n'ait pas conseillé de s'adresser aux chômeurs de l'industrie horlogère — comme il offrait jadis des chômeuses en guise de cuisinières!

Après de longues délibérations, les Chambres décident de continuer à verser des primes pour encourager la culture des céréales en Suisse; on peut ainsi parer à l'émigration et rendre la Suisse plus indépendante de l'étranger. « C'est là une partie de notre défense nationale », a déclaré M. Minger, grand agriculteur bernois. Le taux des primes a été fixé à 5 fr. les 100 kg. pour tous les blés servant à la consommation du producteur (jusqu'à 8 francs dans les contrées montagneuses) et la Confédération garantira aux paysans qui fourniront du blé pour la vente un prix de 8 francs plus élevé que celui des céréales étrangères.

Le Département des Finances a pu réaliser des économies considérables. Sur 299 millions de dépenses ordinaires, le solde passif n'est plus que de 45,5 millions, contre 127 millions en 1921. Notre dette publique s'élève aujourd'hui à 1511 millions. M. Musy déclare que les dépenses et subventions extraordinaires devront cesser à l'avenir, que le budget devra arriver à s'équilibrer sans laisser de déficit, et que la dette d'un milliard et demi devra être couverte, tant par l'impôt de guerre que par un plan d'amortissement lorsque le budget sera équilibré. En fait d'économie, on propose de réduire les rentes des fonctionnaires retraités, ce qui suscite une vive discussion.

M. Haab a rapporté longuement dans les deux Chambres sur le terrible accident de Bellinzone. Il a démontré que ni l'organisation du service, ni l'installation technique de la voie ne peuvent en être rendues responsables. Les comptes des C. F. F. bouclent avec un solde actif de 107,4 millions, symptôme réjouissant d'une reprise de trafic. De même les postes et télégraphes signalent de petits bénéfices.

Le Conseil des Etats a passé en revue un projet de loi sur les douanes, qui fixe les principes généraux de perception des taxes. Les résultats ne seront définitifs que si le Conseil National les approuve.

L'adhésion à la Convention de l'opium et la loi fédérale sur les stupéfiants qui en assure l'exécution, ont été ratifiées sans

opposition au Conseil des Etats. Mais M. Huber (Thurgovie) avait sur le cœur un poids si lourd qu'il a été obligé d'en faire part à ses collègues: « Lors d'une assemblée de la S. d. N. à Genève, une dame anglaise a fait de graves reproches à la Suisse pour sa conduite dans la question de l'opium. Le rapporteur de la Commission (M. Moriaud, Genève), a semblé dire que la Suisse aurait mérité ces reproches. On peut admirer sa galanterie, mais il est nécessaire de dire que d'autres ont trouvé cet incident agaçant, inutile et humiliant. Un Etat qui tolère la production de l'opium brut aurait tout intérêt à s'imposer quelques réserves. L'orateur ne connaît pas cette dame anglaise; elle est sans doute présidente d'une société pour le relèvement de la moralité, de celles qui si souvent nuisent à leur cause par un excès de zèle. Dans ce cas particulier, son intervention a nui à la cause de la S. d. N. en Suisse. Le Conseil fédéral a tout fait en cette question depuis 1922 et il n'a pas mérité de se faire tancer en public. »

M. Motta, lui, ne voudrait pas qu'on prît trop au sérieux les paroles de la dame anglaise. Il est peu probable que son gouvernement lui ait donné mission de parler, car ce n'est pas ainsi que les gouvernements se parlent...

Cette discussion est typique pour montrer combien certains de nos députés sont incapables de saisir la possibilité d'une collaboration féminine sérieuse. Mais malgré leur dédain, on les sent blessés, vexés, nous dirons même dépités. Pourquoi? Parce que c'est une femme qui s'est permis de mettre l'allumette au feu de l'activité du Conseil fédéral. Parce qu'une femme a suscité une opinion publique assez forte pour briser la résistance de l'industrie intéressée. Car personne n'est assez naïf pour croire que la Convention de l'opium serait ratifiée aujourd'hui par les deux Chambres sans le discours de Dame Lyttelton à Genève.

A. LEUCH-REINECK.



Association Nationale Suisse

pour le Suffrage féminin



Communications du Comité Central.

On nous informe de Davos qu'au grand désappointement des suffragistes qui ont joyeusement offert l'hospitalité pour l'Assemblée générale à des déléguées, très peu de demandes sont encore parvenues à M^{lle} Beeli, Haus Belfort, Davos-Platz, qui se charge de les centraliser. C'est là un avis dont les retardataires se hâteront sans doute de profiter.

Nouvelles des Sections.

GENÈVE. — Sans doute est-ce la faute du temps orageux et la concurrence d'autres réunions si l'assemblée générale du 19 juin n'avait pas attiré plus de monde au Parc des Eaux-Vives, car en général les séances en plein air sont très goûtées des membres de notre Association, et le programme de celle-ci n'a pas déçu tous ceux qui s'y sont rendus. M^{lle} Gourd a d'abord présenté un substantiel rapport sur l'activité du Comité, qui s'est portée dans deux directions spécialement cette année: éducation civique, politique et sociale des femmes, qu'ont accomplie les thés suffragistes, toujours très intéressants, très courus et particulièrement bien réussis cette année;

Appel au public charitable

La misère est grande

Faites de l'inutile de Utile, car un bienfait n'est jamais perdu !!!
Le véritable chemin de la bienfaisance, la voie la meilleure et la plus sûre est de donner directement à la **Maison du Vieux de Lausanne.**

Ames charitables, cœurs compatissants, lors des déménagements, revues de maisons, de garde-robes, de magasins, etc., pensez aux nombreuses petites bourses de

LA MAISON DU VIEUX

(Œuvre de bienfaisance, fondée en 1907) — LAUSANNE — Téléph 91.06
44, rue Martheray, 44 Chèques postaux II, 1353

pour tous vêtements, sous-vêtements, chaussures, lingerie, literie, meubles et objets divers encore utilisables dont elle a toujours un grand et urgent besoin. On va chercher sans frais à domicile. Un coup de téléphone au N° 91.06, ou simple carte suffit. En dehors de Lausanne, prière d'expédier par poste ou chemin de fer contre remboursement du port, si désiré. Discretion absolue garantie. D'avance un cordial merci. Le gérant. Fermée le samedi après-midi. **Pensez avant tout aux pauvres du pays !!**